

Convention relative à la mise en place d'un projet éducatif territorial et d'un Plan mercredi

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 551-1, R. 551.13 et D. 521-12 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles R. 227-1, R. 227-16 et R. 227-20 ;

Vu le décret n° 2015-996 du 17 août 2015 portant application de l'article 67 de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République et relatif au fonds de soutien au développement des activités périscolaires ;

- Le Maire de Bagnères de Luchon
- Le Président de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises dont le siège se situe à Gourdan Polignan.
- Le directeur/La directrice des services départementaux de l'éducation nationale de Haute-Garonne agissant sur délégation du recteur/ de la rectrice d'académie
- Le directeur/La directrice de la caisse d'allocations familiales (CAF) de Haute-Garonne

Convienent ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de déterminer les modalités d'organisation et les objectifs éducatifs des activités périscolaires mises en place dans le cadre d'un projet éducatif territorial et d'un plan mercredi pour les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et/ou élémentaires de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises dans le prolongement du service public de l'éducation et en complémentarité avec lui.

Article 2 : Partenariats

Le projet éducatif territorial/plan mercredi est mis en place avec les partenaires suivants :

- Les acteurs éducatifs du territoire (parentalité, MAM, éducateurs, ...)
- La MJC
- La mission locale
- Associations culturelles, environnementales, sportives
- Les équipes enseignantes (écoles, collèges et lycée)
- Les parents d'élèves
- Les équipements publics (musées, bibliothèques, conservatoires, parcs naturels, espaces sportifs, etc.)

- les structures privées (fondations, parcs, entreprises culturelles et sportives, etc.)

Article 3 : Objectifs du projet éducatif territorial/plan mercredi

Le maire de Bagnères de Luchon et le président de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises et leurs partenaires conviennent des objectifs suivants :

- Favoriser le partenariat entre l'Education Nationale et les acteurs éducatifs du territoire
- Développer des actions à destination de la jeunesse
- Développer le soutien à la parentalité
- Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap des 0-17ans

Article 4 : Contenu du projet éducatif territorial/plan mercredi

Le maire de Bagnères de Luchon et le président de la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises et leurs partenaires joignent à cette convention le descriptif du projet éducatif territorial/plan mercredi sur lequel figure la liste des écoles concernées.

Ce descriptif comprend notamment l'organisation du temps scolaire, la liste des activités périscolaires proposées aux élèves et les modalités selon lesquelles elles sont organisées. Il comprend également un volet « plan mercredi » présentant la démarche pédagogique, les acteurs et les moyens engagés dans les accueils de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi.

Article 5 : Engagements de la collectivité

La collectivité s'engage à mettre en œuvre le projet éducatif territorial et le plan mercredi ainsi qu'à en faire l'évaluation.

La collectivité s'engage à organiser un (ou des) accueil(s) de loisirs périscolaires fonctionnant le mercredi dans le respect des principes de la charte qualité (annexe 1).

Conformément à cette charte, les accueils de loisirs périscolaires du mercredi sont organisés autour des 4 axes suivants :

1. Continuité éducative (scolaire/périscolaire/extrascolaire, le cas échéant)
2. Accessibilité de tous les publics et inclusion des enfants en situation de handicap
3. Mise en valeur des richesses du territoire
4. Diversité et qualité des activités proposées

Quand les accueils de loisirs périscolaires ne sont pas organisés directement par la collectivité ou l'EPCI mais pour son compte par un autre acteur, la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunal s'engagent à veiller au respect de la charte par cet acteur.

La collectivité renseigne sur le document joint (annexe 2), en complément du descriptif général du projet prévu à l'article 4, les éléments suivants relatifs aux accueils de loisirs périscolaires qu'elle organise ou qui sont organisés pour son compte le mercredi :

- liste des accueils maternels (moins de 6 ans) et élémentaires (6 ans et plus)
- nombre total de places ouvertes déclarées par les organisateurs (moins de 6 ans / 6 ans et plus)

- typologie des activités
- typologie des partenaires
- typologie des intervenants

La collectivité actualise au moins une fois par an ce document, à compter de la date de signature de la présente convention, et le transmet aux services de l'Etat.

Article 6 : Engagements de l'Etat :

Les services de l'Etat co-contractants de la présente convention s'engagent, au sein des groupes d'appui départementaux (GAD) le cas échéant, à :

- accompagner la collectivité dans la mise en œuvre et l'évaluation de son projet éducatif territorial/plan mercredi ;
- soutenir financièrement la collectivité en lui versant le fonds de soutien au développement des activités périscolaires aux conditions prévues par le décret du 17 août 2015 susvisé (qui réserve le bénéfice du fonds aux collectivités ayant conservé une organisation du temps scolaire comprenant 5 matinées) ;
- assister la collectivité dans l'organisation d'accueils de loisirs respectant la charte qualité figurant en annexe ;
- piloter la procédure de labellisation ;
- mettre à disposition sur le site planmercredi.education.gouv.fr des outils et des supports de communication dont le label en vue de l'information du public et de la valorisation des accueils concernés.

Article 7 : Engagements de la CAF:

Les services de la CAF s'engagent au sein des groupes d'appui départementaux, le cas échéant, à :

- accompagner le développement d'activités périscolaires de qualité, notamment le mercredi ;
- participer à la procédure de labellisation ;
- assurer le suivi du projet éducatif territorial/plan mercredi conjointement avec les services de l'Etat ;
- verser aux collectivités et établissements publics de coopération intercommunale ayant conservé une organisation du temps scolaire comprenant 5 matinées et sous réserve de leur éligibilité, l'aide spécifique aux rythmes éducatifs qui soutient les activités périscolaires organisées les jours d'école autres que le mercredi dans le cadre d'un accueil de loisirs périscolaire ;
- apporter un concours financier aux accueils de loisirs périscolaires éligibles via une bonification des nouvelles heures créées le mercredi sous réserve de leur éligibilité. Cette bonification peut être majorée pour les accueils situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ou dans des communes dont le potentiel financier par habitant est inférieur à 900 euros.

Article 8 : Pilotage

La mise en œuvre du projet éducatif territorial/plan mercredi relève de la compétence de la collectivité ou l'établissement public de coopération intercommunal qui en assure le pilotage. Le pilotage du projet est assuré par la Communauté de Communes Pyrénées Haut Garonnaises

Elle s'appuie sur un comité de pilotage constitué de :

- le Président de la CCPHG,
- le Vice-président en charge de l'enfance-jeunesse et en charge de la petite enfance,
- le Maire de Luchon ou l'adjoint en charge de l'action éducative,
- des élus de chaque communes concernées par l'enfance et jeunesse,
- la Directrice Générale des Services
- le responsable de l'enfance et la jeunesse,
- la coordinatrice adjointe à l'enfance,
- la coordinatrice petite enfance,
- des représentants des parents d'élèves,
- des représentants des associations,
- un directeur des ALAE par ancien site,
- un représentant pour chaque institution signataire du PEDT : CAF 31, SDJES 31, l'IEN 31,
- un responsable jeunesse (MJC),
- des représentants de la petite enfance,
- un représentant des enseignants.

Article 9 : Mise en œuvre et coordination

La coordination du projet est assurée par le service compétent de cette collectivité ou de l'établissement public de coopération intercommunal.

Article 10 : Articulation éventuelle avec d'autres dispositifs et activités

Le cas échéant, les activités prévues dans le projet éducatif territorial et le Plan mercredi sont articulées avec celles proposées dans le cadre du ou des contrat(s) suivant(s) (contrat éducatif local (CEL), projet éducatif local (PEL), contrat enfance jeunesse (CEJ), Convention Territoriale Globale (CTG), contrat de ville ou de ruralité, contrat culturel, Cités éducatives, Territoires éducatifs ruraux, etc.) :

.....

Le cas échéant, ces activités sont articulées avec celles organisées dans le cadre extrascolaire (préciser) : CTG, TER

Le cas échéant, ces activités sont articulées avec celles proposées aux enfants et jeunes scolarisés dans le second degré (préciser) : CTG

Article 11 : Evaluation

L'évaluation du projet est assurée par le comité de pilotage selon la périodicité suivante : annuellement.

Les indicateurs retenus (en fonction des objectifs visés) et les indicateurs quantitatifs figurent en annexe, ainsi que les éventuelles recommandations du groupe d'appui départemental.

Article 12 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} septembre 2022.

A l'issue de la période de validité de la convention, un bilan final du projet éducatif territorial/plan mercredi est établi par le comité de pilotage en lien avec les signataires de la convention.

La convention peut être dénoncée soit par accord entre les parties, soit à l'initiative de l'une d'entre elles. Dans ce cas, la dénonciation peut intervenir à tout moment en respectant un préavis de trois mois. Elle doit être faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à chacun des autres co-contractants. Le délai de préavis court à compter de la réception de cette lettre.

La convention peut également faire l'objet d'avenants signés par l'ensemble des parties à la présente convention.

A

La commune de Bagnères de Luchon,
représentée par son Maire

Le/la directeur(trice) académique des
services de l'Education Nationale,
Directeur des services départementaux de
l'Education Nationale de Haute-Garonne

L'établissement public de coopération
intercommunale de la Communauté de
Communes Pyrénées Haut Garonnaises,
représenté par son Président

Le directeur/La directrice de la Caisse
d'Allocations Familiales (CAF) de Haute-
Garonne

Annexe 2

INFORMATIONS RELATIVES AUX ACCUEILS DE LOISIRS PERISCOLAIRES DU
MERCREDI RESPECTANT LES PRINCIPES DE LA CHARTE QUALITÉ

1. Accueils de loisirs maternels	Labroquère Martres de Rivière Lourde
2. Accueils de loisirs élémentaires	St Bertrand de Comminges St Pé d'Ardet
3. Accueils de loisirs mixtes	Pointis de rivière Ardiege Sauveterre de Comminges Montauban de Luchon Bagnères de Luchon Cierp Gaud Huos Barbazan

4. Nombre de places ouvertes le mercredi par commune signataire de la convention PEdT/Plan mercredi :

Enfants de moins de 6 ans (total par commune)	<ul style="list-style-type: none"> - Labroquère : 25 - Martres : 16 - Lourde 10 - Pointis de rivière : 25 - Ardiege : 20 - Sauveterre : 15 - Montauban 8 - Bagnères de Luchon : 20 - Cierp gaud 24 - Huos 10 - Barbazan : 15
Enfants de plus de 6 ans (total par commune)	<ul style="list-style-type: none"> - St Bertrand de Comminges : 20 - Huos : 40 - Barbazan :30 - St Pe d'Ardet : 20 - Pointis de rivière : 25 - Ardiege : 35 - Sauveterre de Comminges : 25 - Montauban de Luchon : 21 - Bagnères de Luchon : 20 - Cierp Gaud : 12

1. Activités :

- x activités artistiques
- x activités scientifiques
- x activités civiques
- ☐ activités numériques
- x activités de découverte de l'environnement
- x activités éco-citoyennes
- x activités physiques et sportives

2. Partenaires :

- X associations culturelles
- x associations environnementales
- x associations sportives
- x équipe enseignante
- X MJC
- x équipements publics (musées, bibliothèques, conservatoires, parcs naturels, espaces sportifs, etc.)
- x structures privées (fondations, parcs, entreprises culturelles et sportives, etc.)

3. Intervenants (en plus des animateurs) :

- X intervenants associatifs rémunérés
- X intervenants associatifs bénévoles
- X intervenants de statut privé non associatif (salarié, autoentrepreneur, etc.)
- X parents
- X personnels de collectivité territoriale (éducateurs sportifs, ATSEM, bibliothécaires, , etc.)

Envoyé en préfecture le 25/10/2022

Reçu en préfecture le 25/10/2022

Affiché le



ID : 031-200072635-20221020-20221020D166-DE